« NANTERRE ENGAGÉE »

Dans la continuité du travail accompli par nos élu·es depuis quatre ans, nous sommes déterminé·es à faire entendre une voix indépendante et engagée, au service d'une conception démocratique, inclusive et juste des missions de l'université publique, et rassemblons enseignant·es du second degré, enseignant·es-chercheur·es, syndiqué·es et sympathisant·es autour des revendications suivantes :

Notre liste en collège B au CA

Jeanne Demoulin, MCF, SPSE
Faycel Benchemam, MCF, SSA
Maya Lavault, PRAG, PHILLIA
Simon Sarlin, MCF, SSA
Fanny Bugeja-Bloch, MCF, SSA
Aurélien Dasré, MCF, SSA
Olivia Ayme, PRAG, IUT Ville d'Avray
Niccolo Torri, MCF, SEGMI

Comment faire vivre concrètement la démocratie ?

- Veiller à la **communication transparente** sur ce qui est discuté et décidé dans les instances (conseils centraux, CSA, formation spécialisée)
- S'assurer que les **enjeux propres à toutes les catégories** de personnel ainsi qu'aux étudiant·es soient **entendus et pris en compte** dans les instances
- Œuvrer à faire du campus **un lieu ouvert** où il est possible de s'exprimer et de débattre librement
- Défendre les libertés académiques

Comment améliorer notre environnement de travail ?

- Lutter contre toutes les formes de discrimination et de violences sexistes et sexuelles
- Contre le délabrement du patrimoine, investir massivement dans l'entretien courant et la rénovation des bâtiments et de l'équipement, pour assurer a minima des conditions de travail et d'hygiène décentes
- Anticiper pleinement l'impact des travaux sur la santé, la sécurité et les conditions de travail des personnels
- Engager véritablement l'université dans la **transition écologique** (rénovation thermique, recyclage, espaces verts, bilans carbone des personnels...)

Comment assurer la reconnaissance du travail de chacun·e?

- Réclamer l'alignement de la PES (prime d'enseignement supérieur) des enseignant-es de statut 2nd degré sur la composante C1 du RIPEC, avec compensation budgétaire par l'Etat
- Améliorer les **conditions des précaires**, en priorité par la mise en place effective de la **mensualisation** du paiement des vacations
- Reconnaître à sa juste valeur, via le référentiel des tâches, l'implication des enseignant·es chercheur·es dans les tâches collectives, sans imposer d'heures complémentaires ; préserver le temps disponible pour la recherche (décharges, délégations, CRCT...)
- Contre la précarisation de nos métiers, défendre le recrutement de titulaires sur des postes aussi bien d'enseignant es que de BIATSS, à la hauteur des besoins
- Être vigilant·es sur les conditions de travail et de rémunération des salarié·es des entreprises sous-traitantes (nettoyage et sécurité notamment)

Comment défendre le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche ?

- → Dans la perspective du LMD5 :
- Refuser la mise en concurrence des formations (par l'injonction à la mise en place de l'alternance, de l'approche par compétences et par l'impératif de rentabilité)
- Soutenir la diversité et la qualité des formations contre toute logique comptable
- Veiller à ce que **le distanciel corresponde à un projet pédagogique** accompagné et ne soit pas érigé en solution miracle pour pallier le manque de moyens
- Renforcer les **logiques de coopération** face à la mise en concurrence des laboratoires et des chercheur·es et enseignant·es-chercheur·es (systèmes de primes, financements par appel à projets et sur la base de critères d'"excellence"...)
- Accueillir dans de bonnes conditions les étudiant·es de tous profils et de toutes nationalités, notamment en refusant la discrimination des étranger·ères par la "loi immigration" et l'augmentation de leurs frais d'inscription

Pour faire entendre une voix indépendante, pleinement engagée aux côtés de celles et ceux qui font l'université, personnels et étudiant·es, pour la défense collective du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour faire vivre la démocratie :

Votez Nanterre engagée!



